

Action carbone – Partenariat international
ICAP – International Carbon Action Partnership
Lisbonne, le 29 octobre 2007

Chers partenaires de l'ICAP,
Chers invités,

Avant tout, je tiens à vous remercier, tous, de votre présence ici et à vous souhaiter la bienvenue au Portugal.

Je voudrais saluer tous les participants de l'Union européenne qui, en étant présents aujourd'hui, démontrent notre confiance et notre engagement à l'égard du fonctionnement du marché européen des licences d'émission relatives aux gaz à effet de serre.

J'aimerais saluer, en particulier, les représentants des autres marchés du carbone qui nous comblent, en s'étant déplacés à Lisbonne pour participer à cette cérémonie.

Je pense notamment aux gouverneurs Jon Corzine, du New Jersey, et Eliot Spitzer, de New York, représentant à ce titre la *Regional Greenhouse Gas Initiative* (RGGI), ainsi qu'à Gordon Campbell, Premier de la province canadienne de la Colombie-Britannique, et Linda Adams, de l'état de Californie, au nom de la *Western Climate Initiative* (WCI).

Mais encore la ministre Kristin Halvorsen, venue représenter le marché norvégien du carbone et l'ambassadeur Peter Kennedy, en représentation du futur marché néo-zélandais du carbone.

J'aimerais aussi transmettre un mot très spécial de solidarité au gouverneur Schwarzenegger, l'un des principaux mentors de cette initiative et qui était censé être parmi nous aujourd'hui, mais il n'a pu faire le déplacement en raison de la situation tragique qui sévit en Californie. A son endroit et, à travers lui, à tous les californiens, je tiens à exprimer ma profonde consternation et manifester notre sincère solidarité.

Il n'est pas anodin de parler de changements climatiques au pluriel. Ceci parce que de multiples changements interviennent et parce que leurs manifestations prennent de multiples formes – des crues gigantesques, des incendies dévastateurs, des sécheresses extrêmes – auxquelles nous assistons dans plusieurs contrées du globe. Autant de faits dramatiques qui prouvent combien le climat change, en posant de sérieux risques à l'Humanité.

Or c'est justement pour éviter ce genre de phénomènes que nous sommes ici aujourd'hui.

Et ce qui nous rallie, tous, c'est la conviction que l'un des meilleurs moyens de lutter contre le fléau des changements climatiques passe par la mise en place de marchés du carbone.

En créant des marchés du carbone, l'émission de CO₂ acquiert une valeur marchande, en internalisant les coûts inhérents à la pollution.

C'est la meilleure façon de stimuler le changement d'attitude et de mentalité et d'induire à la reconversion industrielle et à l'innovation technologique.

Inciter, par exemple, à tirer parti des énergies renouvelables. Au sein de l'Union européenne nous nous sommes fixés un objectif : une consommation énergétique à partir de sources renouvelables à raison de 20% d'ici 2020.

Au Portugal, nous sommes allés encore plus loin et avons placé la barre à hauteur de 45% quant à la consommation d'électricité issue des énergies renouvelables, dès 2010.

C'est un des trois seuils les plus ambitieux de toute l'Europe. Dans notre pays, la situation est bien claire, le trait d'union entre énergie et innovation porte un nom : «changements climatiques».

C'est pourquoi nous avons tant évolué ces dernières années :

- En 2005, le Portugal était le pays de l'Union européenne dont la capacité de production d'énergie éolienne a connu la plus forte expansion. En 2006, cette croissance s'est située au deuxième rang, 36 nouveaux parcs éoliens ayant été mis en service, c'est-à-dire un accroissement de puissance de l'ordre de 60% ;
- Nous avons décidé d'anticiper de 10 ans – ramenant à 2010 – l'objectif européen visant à incorporer 10% de biocarburants ;
- Un grand pourcentage de notre taxation automobile est fonction des émissions de CO₂ ;

- Nous possédons les deux plus grandes centrales photovoltaïques du monde ;
- Nous avons adopté un régime fort favorable de micro-génération afin d'inciter les portugais à installer des panneaux solaires et de petits générateurs éoliens chez eux ;
- Nous venons de lancer un plan portant sur la construction de 10 nouveaux barrages, permettant de faire passer notre potentiel hydrique de 46%, actuellement, à 70%, pour atteindre une puissance hydroélectrique installée de 7 000 MW ;
- Bientôt, nous inaugurerons un projet expérimental au niveau de l'énergie des vagues.

Les énergies renouvelables ainsi que l'efficacité énergétique sont au cœur de la révolution technologique que nous envisageons de mettre en œuvre dans les années à venir. A cet égard aussi le marché du carbone joue un rôle crucial, aidant à concrétiser ces objectifs.

Chers partenaires de l'ICAP,
Chers invités,

Maintenant, j'aimerais m'adresser à vous au nom de l'Union européenne et en tant que président en exercice du Conseil européen.

Et vous dire, en cette qualité, que l'Union européenne est fière d'avoir été parmi les premières régions du globe à instituer un système obligatoire visant la transaction des émissions de gaz à effet de serre.

C'est avec plaisir que nous voyons d'autres Etats et régions s'engager sur cette voie.

Nous voulons collaborer avec vous. Nous voulons œuvrer à l'interaction progressive entre nos marchés du carbone. Nous ambitionnons d'avancer vers un marché mondial du carbone.

Chers partenaires de l'ICAP,

La plupart des présents sont politiciens. Et, en bons politiciens, nous nous soucions de l'état de nos économies et du bien-être de nos citoyens. C'est justement ce qui nous a poussés à instituer les marchés du carbone au nom d'un développement économique durable.

Parce que la transaction des émissions s'avère être un mode plus efficace et plus économique de traiter du problème des changements climatiques.

Et les résultats inhérents à ce défi mondial qui est le nôtre seront d'autant meilleurs plus l'ampleur des marchés du carbone sera grande, plus le nombre de pays et de régions impliqués sera important, plus il y aura de transactions.

C'est pourquoi nous avons décidé de lancer ce partenariat international entre les principaux marchés du carbone du monde. L'union fait la force. Si nous travaillons ensemble – en joignant nos

efforts, en partageant nos expériences, en harmonisant nos marchés – nous serons plus forts et plus enclins au succès.

C'est aussi pourquoi dans le cadre des négociations internationales sur les changements climatiques, en cours au sein de l'ONU, nous défendons l'importance dont se revêtent les mécanismes de marché.

Soyons clairs. L'Union européenne part au sommet de Bali fermement déterminée. Nous voulons y parvenir à une feuille de route de négociation visant à conclure, en 2009, un accord pour l'après Kyoto.

Mais, pour que cet accord soit crédible, il doit être assorti d'objectifs juridiquement contraignants. L'Union européenne a une vision très claire quant à ce qu'elle attend de cet accord : un accord dans le cadre duquel les pays développés – tous les pays développés – assument des engagements contraignants de réduction de leurs émissions.

L'Union européenne s'est déjà engagée, unilatéralement, à réduire ses émissions de gaz à effet de serre à raison de 20% d'ici 2020. J'appelle cela, donner l'exemple. Mais nous sommes prêts à aller encore plus loin, jusqu'à 30%, si d'autres pays développés font un effort semblable.

Enfin, cet accord doit être conclu dans le cadre des Nations Unies. Il n'y a pas d'autre instance internationale, ni d'autre espace régional

approprié pour ce faire. C'est un défi mondial et il revient à toutes les nations de le relever.

A l'instar, il est essentiel que ces négociations au sein de l'ONU mènent au renforcement et à l'étendue des instruments internationaux relatifs au commerce des émissions.

Le commerce international des émissions des gaz à effet de serre présente au moins trois grands avantages.

D'abord, il doit permettre de réduire les coûts du combat aux changements climatiques.

Ensuite, il constitue une incitation au développement de nouvelles technologies propres et à l'adoption de comportements sains du point de vue environnemental.

Enfin, il pourra générer des flux financiers nécessaires pour venir en aide aux pays en voie de développement pour combattre les changements climatiques. Non pas par charité, mais en s'étayant sur des arguments de rationalité et d'efficacité. En ce sens où un marché du carbone constitue un mécanisme d'exportation profitable au développement durable du tiers monde.

Chers partenaires de l'ICAP,
Chers invités,

Le Portugal et Lisbonne ont déjà associé leur image aux renouvelables et à l'innovation énergétique. Mais nous sommes

heureux que Lisbonne puisse être liée à cette initiative et au message qui est, de ce lieu, livré au monde.

Voici le message :

Marché et environnement ne sont pas forcément ennemis. Au contraire, ils peuvent faire bon ménage et s'allier fortement contre un ennemi commun : les changements climatiques.

Il est possible de s'attaquer à l'effet de serre d'un mode économiquement efficient. Pour notre part, nous le faisons déjà. D'autres pourront suivre ce même chemin.

Les leaders mondiaux peuvent observer notre exemple. Avec volonté et intelligence nous sommes à même de mettre la main invisible du marché, si chère à Adam Smith, au service de l'environnement.

Un grand merci à tous.